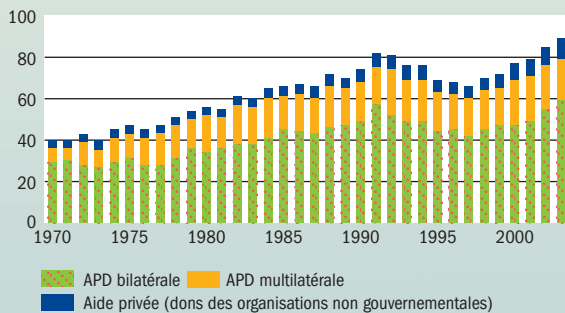


L'aide au développement

L'AIDE publique au développement (APD) en faveur des pays en développement a peu à peu progressé dans les années 70 et 80. La fin de la Guerre froide a entraîné un recul sensible de l'APD mondiale dans la première moitié des années 90, mais celle-ci a repris par la suite sa tendance à la hausse d'avant 1991. L'engagement pris récemment par le Groupe des Huit de doubler l'aide à l'Afrique laisse penser que cette tendance à la hausse se poursuivra. Près des trois quarts de l'APD accordée entre 1970 et 2003 ont été fournis dans le cadre de programmes bilatéraux, mais la proportion acheminée par les organisations multilatérales s'est accrue depuis les années 80. L'aide privée a affiché une tendance plus soutenue, augmentant lentement ces trente dernières années pour atteindre environ 11 %, quoique les données officielles soient presque certainement sous-estimées.

L'aide mondiale est de nouveau en hausse.

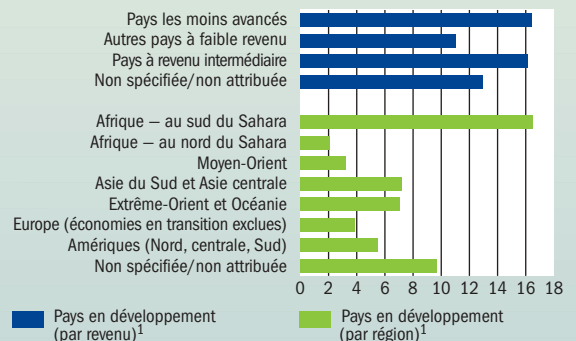
(milliards de dollars, prix de 2002)



Près des deux tiers de l'APD sont acheminés vers les pays les moins avancés et les pays à faible revenu (ceux dont le revenu national brut (RNB) par habitant était inférieur à 825 dollars en 2004). Un autre tiers est alloué aux pays à revenu intermédiaire de la «tranche inférieure» tels que l'Algérie, le Brésil, la Chine et la Thaïlande (pays dont le RNB est de moins de 3.255 dollars), qui comptent un grand nombre de pauvres. Environ 3 % est affecté aux pays à revenu intermédiaire de la «tranche supérieure» comme l'Argentine et le Chili. Plus d'un tiers de l'aide mondiale va à l'Afrique subsaharienne, mais cette part ne représente toutefois, pour le continent, que moins de 35 dollars par habitant en 2003.

L'aide va aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

(milliards de dollars, moyenne sur 2000-03, prix de 2002)

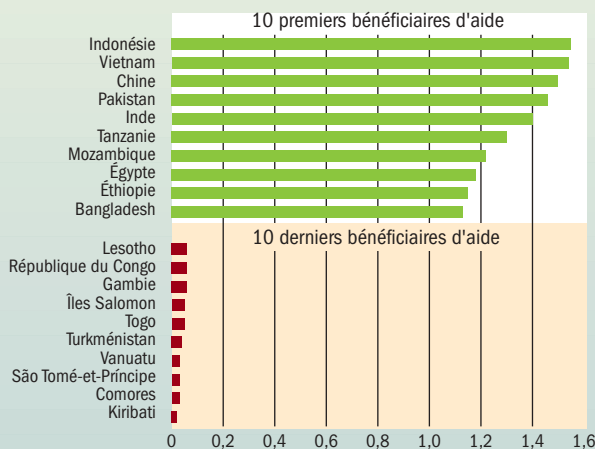


¹Non compris les économies en transition.

Les grands pays ont tendance à recevoir davantage d'aide, mais moins d'aide par habitant. L'Inde et la Chine sont parmi les plus gros bénéficiaires, mais ils sont classés derniers lorsque l'on considère les apports d'aide par habitant. Les petites économies insulaires comme São Tomé-et-Príncipe obtiennent généralement de faibles montants d'aide, qui représentent toutefois environ 225 dollars par habitant, contre moins de 2 dollars par habitant pour l'Inde ou le Nigéria. Cette tendance n'est toutefois pas sans exception : le Mozambique reçoit de gros apports d'aide (en moyenne 1,2 milliard de dollars par an pour la période 2000-03), ainsi qu'une aide par habitant élevée (67 dollars), alors que le Turkménistan obtient peu d'aide sur la même période, que ce soit au total (43 millions de dollars par an en moyenne) ou par habitant (9 dollars).

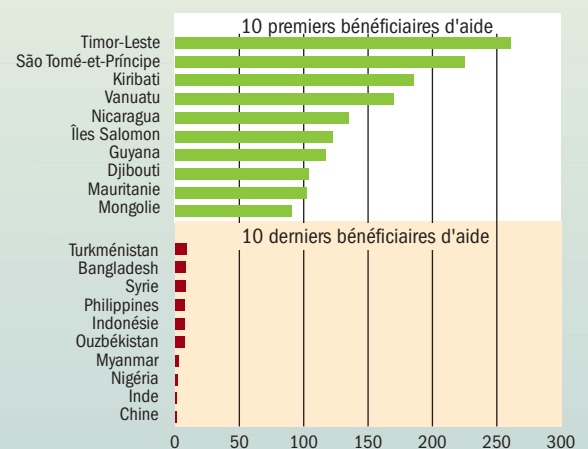
Les grands pays reçoivent davantage d'aide en dollars...

(milliards de dollars, moyenne sur 2000-03, prix de 2002)¹



... mais pas en proportion de leur population.

(aide par habitant, moyenne sur 2000-03, prix de 2002)¹



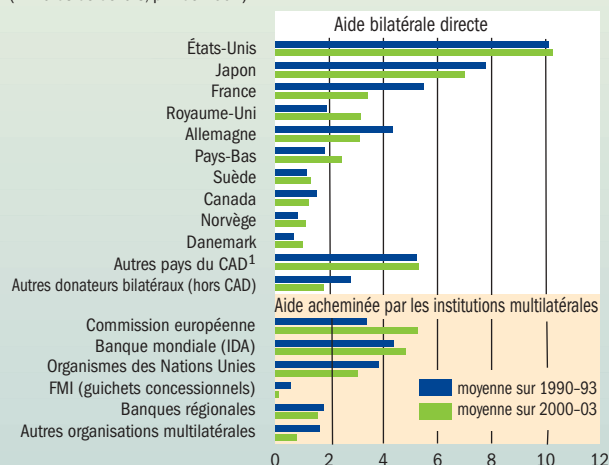
¹Compte tenu des pays dont le revenu national brut par habitant ne dépassait pas 1.575 dollars en 2004, suivant la catégorie opérationnelle II de la Banque mondiale : admissibilité à une aide de l'IDA ou application des modalités de la BIRD sur vingt ans. La République démocratique du Congo n'est pas prise en compte, car ses données pour 2003 comprennent une grosse opération sur sa dette.

suivie à la trace

Les principaux donateurs bilatéraux, dont les apports sont coordonnés par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, sont les États-Unis, le Japon et l'Europe occidentale. L'Allemagne, la France et le Japon ont réduit leurs contributions ces dernières années, tandis que les pays scandinaves, le Royaume-Uni et, plus récemment, les États-Unis ont accru les leurs. Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et le Luxembourg apportent une contribution bien supérieure à l'objectif de 0,7 % du revenu national fixé depuis longtemps par les Nations Unies. En proportion du revenu national, les contributions les plus faibles sont celles de l'Italie, des États-Unis, de la Grèce et du Japon — soit moins de 0,25 % dans tous les cas.

Des pays riches comme les États-Unis donnent le plus...

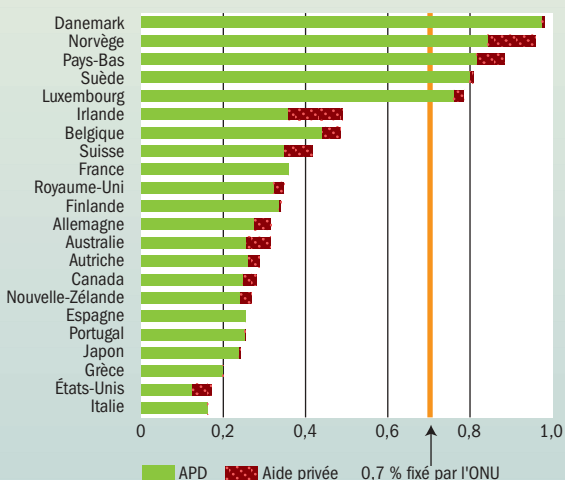
(milliards de dollars, prix de 2002)



¹Australie, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Portugal et Suisse.

... mais relativement peu par rapport à leur revenu national.

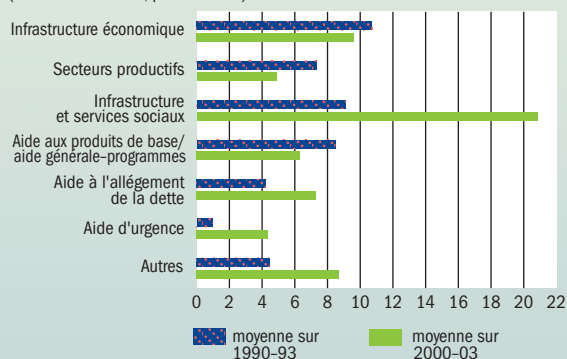
(en pourcentage du revenu national brut, moyenne sur 2000-03)



Pour la plus grande partie des années 90, environ 40 % de l'aide totale ont été affectés au développement de l'infrastructure économique et des secteurs productifs (agriculture, industrie et commerce). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée aux secteurs sociaux (santé, éducation, approvisionnement en eau/assainissement et renforcement des institutions et de la société civile). L'infrastructure et les services sociaux ont reçu près d'un tiers de l'aide en 2003, contre 20 % en 1990.

L'aide aux secteurs sociaux est en hausse.

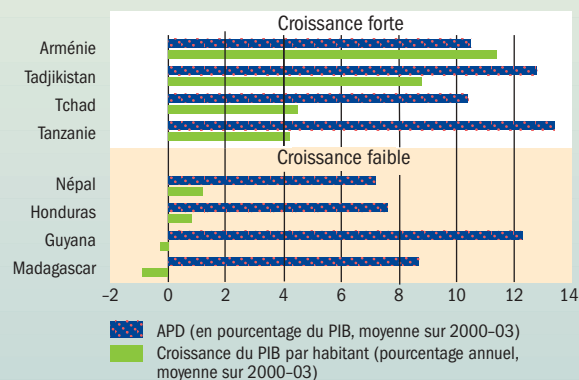
(milliards de dollars, prix de 2002)



Source : OCDE, Système de notification des pays créanciers.

Dans certains pays, l'aide a été associée à une forte croissance, mais pas dans d'autres. Des études récentes font apparaître une corrélation positive entre l'aide et la croissance, et des indications laissent penser que l'aide à l'infrastructure et aux secteurs productifs et le soutien au budget et à la balance des paiements contribuent à stimuler relativement vite la croissance. D'autres études n'ont pas décelé de corrélation ou ont révélé une corrélation conditionnelle : l'aide n'est efficace que si le pays a des politiques ou des institutions solides.

La relation entre l'aide et la croissance est complexe.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Préparé par Bilal Siddiqi, Assistant de recherche, Centre pour le développement mondial, Washington.
Sauf indication contraire, tous les graphiques sont tirés de la base de données du Comité d'aide au développement de l'OCDE.